

**ACTE DE SIGNIFICATION D'UN JUGEMENT**

L'An deux mille quatorze, le 04ème jour du  
mois de juin ;

✓ A la requête de Monsieur Joachim NDAY,  
Coordonateur de l'ASBL Centre Orphelinat LISANGA YA KLISTO, COLK en  
sigle, sise au n° 16 de l'avenue Kwilu au quartier Lunia dans la Commune  
de Lukolela à Kikwit ;

Je soussigné MABAYA-ALINE, Huissier du  
Tribunal pour enfants de Kikwit ;

**AI SIGNIFIE A :**

- Monsieur l'Officier de l'état civil et Bourgmestre de la Commune de  
Lukolela à Kikwit ;

L'expédition du jugement rendu sur requête en date du  
29 mai 2014 sous RC 121/2014 par le Tribunal pou enfants de Kikwit à  
Kikwit siégeant en matière gracieuse en chambre de première instance, en  
cause : Requérante Madame MEYOKUNI Paulette ;

Déclarant que la présente signification est donnée pour  
information, direction et pour telles fins que de droit ;

Et pour que le signifié n'en prétexte l'ignorance, je lui ai, laissé  
avec l'expédition de la décision susvantée copie du présent exploit ;

Etant à Kikwit, me trouvant à la Commune  
de Lukolela

et y parlant à Monsieur LEMBA- THEOPHILE, Bourgmestre  
de la Commune.

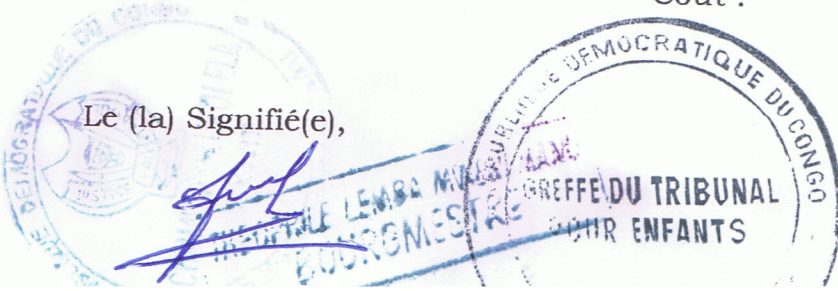
Dont Acte,

Coût :

FC

Le (la) Signifié(e),

L'Huissier,



**LE TRIBUNAL POUR ENFANTS DE KIKWIT SIEGEANT EN MATIERE GRACIEUSE EN CHAMBRE DE PREMIERE INSTANCE A RENDU LE JUGEMENT SUIVANT :**

R.C. 121/2014.

- Premier feuillet -

**AUDIENCE PUBLIQUE DU JEUDI VINGT NEUF MAI DEUX MILLE QUATORZE**

EN CAUSE :

Madame MEYOKUNI Paulette résidant au n° 261 de l'avenue Atape, Quartier Mapela dans la cité d'Idiofa en territoire d'Idiofa, ayant pour conseil Maître Doudou – Gabriel DIAMASUMBU, Avocat au Barreau de Kinshasa/Matete,  
COMPARAISSANT REPRESENTEE  
LA REQUERANTE.

OBJET : Demande d'un jugement de tutelle.

Par sa requête du 13 mai 2014 adressée au Président du Tribunal pour enfants de Kikwit, madame MEYOKUNI Paulette résidant au n° 261 de l'avenue Atape, Quartier Mapela dans la cité d'Idiofa en territoire d'Idiofa, ayant élu domicile au cabinet de Maître Doudou – Gabriel DIAMASUMBU, Avocat au Barreau de Kinshasa/Matete, dont le cabinet sis au n° 63 A au quartier Baboma dans la commune de Matete à Kinshasa, sollicite un jugement de tutelle en faveur de ses petits-fils MUFWANKOLO Exaucé et MUFWANKOLO Dieu, mineurs d'âge en ces termes :

**REQUETE TENDANT A OBTENIR UN JUGEMENT DE TUTELLE D'UN ENFANT**

A Monsieur le Président du Tribunal pour Enfants de Kikwit  
à Kikwit

**Monsieur le Président,**

Madame MEYOKUNI Paulette, majeure, de nationalité congolaise, née à Idiofa, le 15/07/1952 résidant au n° 261 de l'avenue Atape, Quartier Mapela dans le territoire d'Idiofa, ayant pour conseil Maître Doudou Gabriel DIUMASUMBU, Avocat au Barreau de Kinshasa/Matete, dont le cabinet est situé sur Quartier Baboma n° 63A, Kinshaa/Gombe,

**A l'honneur de vous exposer respectueusement ce qui suit :**

Attendu que les enfants frères biologiques nommées MUFWANKOLO Exauc2 et MUFWANKOLO Dieu, des sexes masculins, nés à Bulungu respectivement le 30 décembre 2010 et le 30 décembre 2011 de père MUFWANKOLO Papy, décédé en

Attendu que dans le cas sous examen ;

Les enfants nommées MUFWANKOLO Exaucé et MUFWANKOLO Dieu, orphelins de père et de mère, ont été recueillis depuis l'année 2012 par leur grand-mère maternelle, la requérante MEYOKUNI Paulette ;

Que, la requérante étant parent biologique des enfants précités étant capable, elle sollicite leur tutelle ;

Que, le tribunal, dans l'intérêt supérieur desdits enfants, recevra l'action mue par la requérante et la dira fondée ; en conséquence, il lui accordera la tutelle des enfants repris ci-devant en mettant par ailleurs les frais d'instance à sa charge ;

**Par ces motifs ;**

**Le Tribunal ;**

**Statuant publiquement et sur requête vis-à-vis de la requérante MEYOKUNI Paulette ;**

**Vu le code de l'organisation, de fonctionnement et des compétences des juridictions de l'ordre judiciaire ;**

**Vu le code de procédure civile ;**

**et 224 alinéa 2 ;**

**son article 6 alinéa premier ;**

**Le Ministère Public entendu ;**

**Reçoit la requête mue par la précitée requérante et la dit fondée ;**

**En conséquence, lui accorde la tutelle des enfants MUFWANKOLO Exaucé et MUFWANKOLO Dieu ;**

**Met les frais d'instance charge de la requérante.**

**Ainsi jugé et prononcé le Tribunal pour enfants de Kikwit siégeant en matière gracieuse en chambre de première instance en son audience publique de ce jeudi 29 mai 2014 à laquelle a siégé Monsieur BEPALY ITOKO Charly, Président, avec le concours du Ministère Public représenté par Monsieur MUZINGA Cicéron, Substitut du Procureur de la République et l'assistance de Monsieur Etienne KIBOKO, greffier du siège.**

Le greffier,

**POUR PHOTOCOPIE CERTIFIÉE CONFORME  
KIKWIT, LE 04 JUIN 2014**

Le Président,

2011 et de mère MINGINI Espoir décédée en 2012, et dont la grand-mère maternelle sollicite le jugement de tutelle ;

Attendu que depuis la mort de madame MINGINI espoir, fille biologique de la requérante, intervenue à Idiofa, les enfants précités sont sous la tutelle de la requérante ;

Que pour toutes ces raisons et dans l'intérêt supérieur des enfants, la requérante vous adresse la présente requête aux fins d'obtenir un jugement de Tutelle ;

**Par ces motifs ;**

Sous toutes réserves que de droit ;

Plaise à votre tribunal ;

- De déclarer la présente action recevable et fondée ;
- De prononcer en conséquence un jugement de Tutelle ;

Et vous ferez justice

Fait à Kinshasa, le 10 mai 2014

**Doudou Gabriel DIUMASUMBU**

**Avocat**

Cette requête a été inscrite au rôle civil du Tribunal de céans sous le numéro 121 et fut appelée à l'audience du 22 mai 2014 ;

A l'audience en chambre du conseil du 22 mai 2014 à laquelle la cause fut prise en délibéré, la requérante comparut par son conseil précité et le Tribunal se déclara saisi à son égard sur requête ;

Prenant la parole lui accordée par le Tribunal, le conseil de la requérante donna lecture de la requête et il conclut à ce qu'il plaise au Tribunal de déclarer recevable et fondée l'action de la requérante en lui accordant la tutelle de ses petits-fils précités ;

Dans son avis émis sur le banc, l'organe de la loi estima recevable et fondée la requête mue par madame MEYOKUNI Paulette et il demanda au Tribunal de lui accorder la tutelle par elle sollicitée en mettant par ailleurs les frais d'instance à sa charge ;

Sur ce, le Tribunal clôtura les débats et prit la cause en délibéré pour rendre son jugement dans le délai de la loi ;

A l'audience publique du jeudi 29 mai 2014, le Tribunal rendit le jugement suivant :

**Jugement :**

Attendu que par la requête du 12 mai 2014 adressée au Président du Tribunal pour enfants de Kikwit, dame MEYOKUNI Paulette résidant au n° 261 de l'avenue Atape au quartier Mapela dans la cité d'Idiofa en territoire de même nom, ayant élu domicile au cabinet de Maître **Doudou Gabriel DIUMASUMBA**, sis au n° 63A à Kinshasa/Matete, Avocat près la cour d'appel de Kinshasa/Matete, sollicite la tutelle des enfants MUFWANKOLO Exaucé et MUFWANKOLO Dieu, ;

Attendu qu'à l'audience en chambre du conseil du 22 mai 2014 à laquelle la cause a été prise en délibéré, la susdite requérante a été représenté par son conseil précité ; le Tribunal s'est déclaré saisi à son égard sur requête ;

Attendu que la procédure telle que suivie dans la présente cause est régulière ;

Des faits de la cause ;

Attendu qu'aux termes de sa requête, la requérante MEYOKUNI Paulette affirme qu'elle est la mère biologique de sa défunte fille, dame MINGINI Espoir ;

Que de son vivant, la défunte a enfanté deux enfants nommés MUWANKOLO Exaucé et MUFWANKOLO Dieu, tous nés à Bulungu respectivement le 30 décembre 2010 et le 30 décembre 2011, de son union avec le nommé MUFWANKOLO Papy, décédé au courant de l'année 2011 ;

Que, depuis la mort de sa fille précitée survenue en 2012, elle a recueilli les susdits orphelins pour lesquels elle sollicite la tutelle ;

Attendu que dans son avis l'organe de la loi a demandé au Tribunal de céans de faire droit à la requête de la susdite requérante dans l'intérêt supérieur de ses petits-fils et de mettre les frais d'instance à sa charge ;

Attendu qu'en droit ;

Aux termes de l'article 222 du code de la famille, tout mineur non émancipé n'ayant ni père ou mère pouvant exercer sur lui l'autorité parentale est pourvu d'un tuteur qui le représente ;

Que, l'article 224, alinéa 2 du code précité dispose que le tuteur est choisi compte tenu de l'intérêt du mineur, soit parmi les plus proches parents de ce dernier, soit parmi toutes autres personnes susceptibles de remplir cette fonction ;

Que, pour sa part, l'article 6 alinéa 1 de la loi portant protection de l'enfant stipule que l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une préoccupation primordiale dans toutes les décisions et mesures prises à son égard ;

TRANSLATION

CLERK OF CHILDREN'S COURT  
OF KIKWIT

COMMUNICATION OF A DECREE

fourteen, Today the 4<sup>th</sup> day of the month of June of the year two thousand

Per the request of M Joachim NDAY, Coordinator of the Centre Orphelinat  
Lisanga ya Kikisto, "Colk", established Avenue Kwilu n°2, quartier Lunia, Town of Lukolela in  
Kikwit;

I the undersigned MABAYA-ALINE Bailiff of the Children's Court of  
Kikwit:

DID NOTIFY TO :

M the officer of Vital records and Mayor of the town of LUKOLELA in Kikwit;

The dissemination of a decree pronounced by the Children's Court of Kikwit, sitting in  
chamber of first instance of the Children's Court of Kikwit, on 05/29/2014 under RC 121/2014, case:  
petitioner Mrs MEYOKUNI Paulette

States that this communication is done for information to whom it may concern

And for the information of the person, I gave him copy of this statement and of the  
judgement mentioned above.

Being in Kikwit – being in the town of Lukolela

And Talking to M LEMBA-THEOPHILE, Mayor of the town

OFFICIAL COPY STAMPED

For reception  
Signature of the Mayor

COST

BAILIFF

THEOPHILE LEMBA MWENI MANU  
MAYOR

DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO  
TOWN OF LUKOLELE  
KIKWIT

SEAL:

DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO  
CLERK OF CHILDREN'S COURT  
DISTRICT COURT

THE CHILDREN'S COURT OF KIKWIT, ESTABLISHED AND IN CIVIL  
HEARING IN THE 1<sup>ST</sup> CHAMBER, HAS GRANTED THE FOLLOWING  
DECREE

RC 121/2014

FIRST PAGE

PUBLIC HEARING OF THURSDAY TWENTY NINE OF MAY  
TWO THOUSAND FOURTEEN

PARTIES INVOLVED:

Mrs MEYOKUNI PAULETTE  
Residing n° 22 avenue Atape, Mapela  
neighborhood, in the town of Idiofa,  
territory of Idiofa, having for attorney at  
law Hon Doudou Gabriel  
DIUMASUMBU, attorney at law at the  
Bar of Kinshasa/Matete  
BEING REPRESENTED  
THE PETITIONER

OBJECT : Request of guardianship decree

According to her request dated of May 13, 2014 sent to Mr the President of  
the Children's Court of Kikwit, Mrs MEYOKUNI PAULETTE  
Residing n° 261 avenue Atape, Mapela neighborhood, in the town of Idiofa,  
territory of Idiofa, having elected residence in the office of Hon Doudou  
Gabriel DIUMASUMBU, attorney at law at the Bar of Kinshasa/Matete,  
established n° 63A neighborhood Baboma in the town of Matete in the city of  
Kinshasa, requires the delivery of a guardianship decree in favor of her grand-  
sons MUFWANKOLO Exaucé and MUFWANKOLO Dieu, Minors, as follows :

REQUEST TO OBTAIN AOF GUARDIANSHIP DECREE

To M President of Children's Court of Kikwit  
In Kikwit

M. President,

Mrs MEYOKUNI PAULETTE, major, Congolese citizen, born in Idiofa on  
07/15/1952, residing n° 261 avenue Atape, Mapela neighborhood, in the town  
of Idiofa, territory of Idiofa, having for attorney at law Hon Doudou Gabriel  
DIUMASUMBU, attorney at law at the Bar of Kinshasa/Matete, established n°  
63A Kinshasa/Gombe,

Has the honor of respectfully presenting the following:

Whereas children biological brothers names MUFWANKOLO Exaucé and  
MUFWANKOLO Dieu, of male gender, born in Bulungu respectively on  
December 30, 2010 and on December 30, 2011 of father MUFWANKOLO

RC 121/2014

SECOND PAGE

Papy, deceased in 2011 and mother MINGINI Espoir deceased in 2012 and whose grandmother requires a guardianship decree;

Whereas since the death of Mrs MINGINI Espoir, biological daughter of the petitioner, that happened in Idiofa , the above mentioned children are under the guardianship of the petitioner;

That for all these reasons and in the best interest of the children , petitioner sends you this request in order to obtain a guardianship decree;

**On these grounds**

Without prejudice

**We respectfully ask the Court to :**

- Say that this request is admissible and well-founded
- To grant a guardianship decree

And you will do justice

Done in Kikwit on MAY 10, 2014

**Hon. Doudou Gabriel DIAMASUMBU**

Attorney at Law

The case being entered into the list of cases of the Court under number 121 and called to the public hearing of May 22, 2014;

When the case was called during this public hearing of May 22, 2014, where the petitioner did appear represented by her above mentioned attorney-at-law the Court did declare to have competency on the procedure;

The attorney at law of the petitioner read the request and he required that the Court accepts the request of the petitioner, and to give her the guardianship of her above mentioned grandsons;

In his advice, the Public ministry said that the request of Mrs MEYOKUNI was well founded and asked the Court to grant her the guardianship and to leave the expenses to her;

After what, the Court declared the debates closed, did deliberate for its decree;

During the public hearing of May 29, 2014 where the case was called, the Court granted the following decree :



**DECREE**

Whereas by her request of May 12, 2014, sent to the President of the Children's Court of Kikwit, Mrs MEYOKUNI Paulette residing n° 261 avenue Atape, Mapela neighborhood, in the town of Idiofa, territory of Idiofa, having elected residence in the office of Hon Doudou Gabriel DIUMASUMBU, attorney at law at the Bar of Kinshasa/Matete, established n° 63A neighborhood Baboma in the town of Matete in the city of Kinshasa, requires the delivery of a guardianship decree in favor of children MUFWANKOLO Exaucé and MUFWANKOLO Dieu

Whereas during the hearing of May 22, 2014, where the petitioner did appear represented by her attorney at law, the Court did declare to have competency on the procedure;

The facts of the case;

Whereas per her request, the petitioner MEYOKUNI Paulette states that she is the biological mother of her deceased daughter MINGINI Espoir;

That when she was alive, the deceased did give birth to two children named MUFWONKOLO Exaucé and MUFWANKOLO Dieu, both born in Bulungu, respectively on December 30, 2010 and December 30, 2011, from her union with the named MUFWANKOLO Papy, deceased during the year 2011;

That, since the death of her above mentioned daughter in 2012, she took care of both orphans for whom she requires guardianship;

Whereas the Public Ministry, required that the court accepts the request of the petitioner in the best interest of her grandsons and to leave the costs to her expenses;

Whereas in legal matters;

Based on article 222 of Family Code, any non-emancipated minor having no father and no mother that can assume their parental authority must have a guardian to represent him;

Article 224 al 2 of the same above mentioned code specifies that the guardian must be chosen in the interest of the minor, among the closest relatives or among any other persons who could fulfill this function;

That article 6 al 1 of the law regarding child's protection mentions that the best interest of the child must be the primary reason in any decision taken;

RC 121/2014

FOURTH PAGE

Whereas in the current case;

Children named MUFWANKOLO Exaucé and MUFWANKOLO Dieu, orphans of father and mother, are taken care of since the year 2012 by their maternal grand-mother, the petitioner MEYOKUNI Paulette;

That the petitioner being a biological parent of the above mentioned children, being a capable individual, she requires their guardianship

That the court, in the best interest of the said children, will accept the request and says that it is well founded, consequently, it will grant her the guardianship of the children and leaves the expenses to her expenses;

**ON THESE GROUNDS**

**The Court**

**In public hearing and towards the petitioner's request MEYOKUNI PAulette;**

**Having regard to organization, functioning and competency of Code of jurisdictions;**

**Having regard to the code of civil procedure;**

**Having regard to the Family Code in its articles 222 to 224 alinea 2**

**Having regard to the Child's Protection Act in its article 6 Alinea 1<sup>st</sup> ;**

**The public Ministry being heard;**

**Acknowledges their request and declares that it is relevant**

**Appoints the above petitioner as guardian of the children named MUFWONKOLO Exaucé and MUFWANKOLO Dieu**

**Asks the petitioner to pay for the costs**

**Judged and pronounced so by the Children's Court of Kikwit in civil and public audience of this Thursday May 29, 2014 in the presence of Hon. BEPALY ITOKO Charly, President of the Court, with the assistance of Hon MUZINGA Cicéron, Substitute of the Public prosecutor of the Republic assisted by Mr KIBOKO Etienne, Clerk.**

Signature Clerk

CERTIFIED COPY, June 4, 2014

Clerk, KIBOKO MOKWY Etienne

Signature President

**CLERK**  
**CHILDREN'S COURT /KIKWIT**

**ORIGINAL**

**COMMUNICATION OF A DECREE**

Today, the 12<sup>th</sup> day of the month of February two thousand fifteen,

Per the request of M BARI LEE COURTS and CORLIN KAY COURTS, both American Citizens, Residing in Ohio, 1130 WELLESLEY, Avenue BATAVIA OHIO 45103, USA, , having elected residence on the office of Hon DOUDOU Gabriel DIUMASUMBU K, Attorney at Law at the Bar of Kinshasa/Matete

I the undersigned Ipende Trésor, Bailiff residing in Kikwit

DID NOTIFY TO :

M the officer of Vital records and Mayor of the town of LUKOLELA in Kikwit;

The dissemination of a decree issued on August 28, 2014 under RC 122/2014 by the Children's Court, case : M BARI LEE COURTS and CAROLYN KAY COURTS, petitioners,

State that this communication is done for information to whom it may concern

And for the information of the person, I gave him copy of this statement and of the judgement mentioned above.

Being in Kikwit – being in the town of Lukolela, in his office

And talking to him

OFFICIAL COPY STAMPED

For reception  
Signature of Bailiff

COST

BAILIFF

Signature  
Seal: Town of LUKOLELA  
Kikwit

DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO  
CHILDREN'S COURT  
Chamber of 1<sup>st</sup> Instance